

Legge: Poli ti T = 6'50"

1184/D

ESAME DI SIMULTANEA DAL FRANCESE ALL'ITALIANO
SESSIONE STRAORDINARIA DI FEBBRAIO A.A. 2001-2002 - testo 2

Feb. 03

02-1184-D-SIM-5

Entretien du Ministre des Affaires Etrangères, M. Dominique De Villepin, avec "RFI". Paris, 30 août 2002

Q - Bonjour M. de Villepin. La Xème conférence des ambassadeurs s'est donc terminée hier par un discours du président Jacques Chirac devant les ambassadeurs de France. Elle a été l'occasion de tracer les grands axes de la politique étrangère française, notamment dans votre premier discours, vous avez parlé de "rénovation de la diplomatie". Pourquoi est-ce que cette "rénovation de la diplomatie" française vous paraît urgente ?

R. — parce que le monde bouge extrêmement vite, il est marqué par l'urgence. On le voit tous les jours. Il suffit de faire le point des crises régionales, qui continuent de peser sur la planète. C'est vrai au Proche-Orient, c'est vrai dans la situation en Afghanistan, c'est vrai toujours dans les Balkans, c'est vrai en Afrique. Et tout ceci doit donc nous mobiliser. Il y a une interdépendance du monde, c'est la marque de fabrique du monde d'aujourd'hui. X

Cela ne signifie pas que nous étions immobiles jusqu'à présent. Non, c'est le contexte international qui justifie une mobilisation beaucoup plus grande, parce que, au-delà de l'urgence, il y a une interdépendance. Ce qui se passe à l'extrême bout de la planète aujourd'hui modifie les équilibres généraux du monde, modifie notre vie quotidienne, pèse sur le destin de chacun, et c'est cette prise de conscience qui fait que nous devons essayer de cicatriser, et non pas seulement de geler des situations douloureuses.

C'est vrai, évidemment, des menaces anciennes, c'est vrai des grands fléaux : la maladie, les problèmes de guerres et de paix, mais c'est vrai aussi des difficultés nouvelles. On le voit dans le domaine de l'environnement : le Sommet de Johannesburg traite de problèmes qui hier ne mobilisaient pas suffisamment la communauté internationale, il faut le faire désormais.

Si vous permettez, je voudrais revenir sur ce que j'entends par "rénovation de la diplomatie". Elle est dans l'organisation d'un schéma diplomatique beaucoup plus mobilisé. Nous voulons rationaliser les moyens, c'est-à-dire, faire en sorte que chaque ambassade, que chaque outil (consulat, institut culturel) dispose d'une capacité stratégique d'action. Nous voulons faire en sorte véritablement que dans chaque pays nous ayons une vision de l'ensemble des moyens disponibles, que

35

chaque ambassadeur, chaque chef de poste puisse prendre les décisions en liaison, évidemment, avec Paris pour assurer les missions qui doivent être remplies dans chacun des pays.

Au-delà de la rationalisation, il est très important de faire en sorte aussi que notre réseau soit adapté aux besoins. Il y a des priorités, nous voulons prendre en compte le fait régional. Le monde bouge, il s'organise selon des régions, et à partir de là nous devons aussi mieux prendre en compte ce fait-là. Il n'y a pas seulement le rapport et le suivi avec des Etats, des Etats nations, il y a aussi la prise en compte de phénomènes globaux, comme ceux des régions.

J'ai entendu que certains ont tendance à interpréter ces propos comme des promesses de fermeture de représentation diplomatique dans certains Etats. Je profite de cette occasion pour souligner encore une fois que rationalisation va de pair avec plus de souplesse.

Nous devons avoir des effectifs et des moyens qui permettent justement de mieux répondre aux urgences. Quand il y a une crise dans une région, nous devons pouvoir mobiliser les moyens par ailleurs, les mettre à disposition de ces régions pour traiter les difficultés.

Nous devons avoir des agents qui peuvent ponctuellement venir à la rescousse dans telle et telle ambassade, en fonction d'une donnée particulière, d'une situation humanitaire. Prenons le cas des inondations en Europe centrale. Il est important de pouvoir mobiliser notre appareil diplomatique, notre appareil consulaire, pour mieux répondre à la demande. Nous avons une crise ouverte en Afrique, il faut pouvoir ponctuellement faire en sorte que notre réseau diplomatique puisse se mobiliser au cas par cas, et à partir de là, il faut une organisation infiniment plus souple. Dans le monde d'aujourd'hui, ce principe de souplesse s'applique évidemment aux entreprises, aux ambassades. C'est la communauté humaine qui doit évoluer.

Ensuite il ne faut pas oublier que le réseau des ambassades françaises en Europe risque de faire doublon aujourd'hui avec tout ce qui se fait et se dit à Bruxelles. Au cœur de la volonté de réforme, il y a, bien évidemment la prise en compte de cette organisation dans l'Europe des Quinze, bientôt dans l'Europe des Vingt-cinq. Nous avons aujourd'hui besoin d'outils beaucoup mieux intégrés. Il faut que l'ensemble des services qui travaillent dans nos ambassades puissent répondre beaucoup plus rapidement, donc il est souhaitable de les regrouper géographiquement, de les organiser dans une collégialité stratégique, qui permet au cas par cas d'avoir une vision globale de chacun des problèmes et de chacun des Etats.